
Il reste toutefois des progrès à faire pour renforcer le renouveau de l'économie canadienne. Dans le *Programme de renouveau économique*, le gouvernement indiquait son intention d'étudier en priorité tous les moyens d'obtenir un accès sûr et amélioré aux marchés. Le gouvernement a relevé le défi de la libéralisation des échanges en prenant des initiatives audacieuses et déterminantes, sur le plan tant multilatéral que bilatéral.

En septembre 1986, le Canada a joué un rôle de premier plan dans le lancement des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay, dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Les négociations de l'Uruguay importent pour assurer et améliorer le climat du commerce international. Elles chercheront à décourager la prise de nouvelles mesures protectionnistes, à encourager des politiques visant à éliminer les barrières commerciales dans les secteurs des biens et services, et à améliorer l'accès aux marchés. De même, ces négociations entreprises dans le cadre du GATT aborderont, et ce pour la première fois, des négociations globales sur l'agriculture. Il a aussi joué un rôle actif dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les Sommets économiques, préconisant l'entreprise de réformes agricoles afin de régler le problème de l'escalade des subventions à l'agriculture dans la Communauté économique européenne (CEE) et ailleurs.

L'accord de libre-échange avec les États-Unis est un important élément de la stratégie appliquée par le gouvernement pour renforcer la compétitivité du Canada sur les marchés mondiaux et imprimer ainsi à l'économie Canadienne une vitalité nou-

velle et durable. Le Canada est actuellement le seul grand pays industrialisé qui n'ait pas un accès sûr à un important marché à revenu élevé; l'accord de libre-échange assurera un accès amélioré et plus sûr à l'énorme marché américain. Il accroîtra les possibilités d'économies d'échelle dans la production et la commercialisation au Canada, ce qui favorisera une productivité accrue et stimulera l'innovation. En bref, l'accord se traduira par une économie canadienne plus efficiente et plus compétitive. Une économie plus forte et plus productive nous permettra de mieux soutenir nos programmes sociaux et de promouvoir davantage notre identité culturelle.

Il ne faut pas se méprendre au sujet de nos options économiques. Nous sommes une petite économie, dans un monde où les menaces et les mesures protectionnistes augmentent. Nous ne pouvons nous replier sur nous-mêmes, dresser des barrières protectionnistes autour de notre économie, freiner la concurrence et entraver l'initiative. Cette voie-là, comme la plupart des Canadiens le reconnaissent maintenant, ne fera que créer de l'insécurité, nous condamner à la médiocrité et nous faire reculer sur le plan économique. Nous ne pouvons poursuivre le renouveau de l'économie canadienne qu'en nous ouvrant sur l'extérieur, en cherchant à rendre le commerce plus libre et la concurrence plus équitable, ainsi qu'en stimulant l'esprit d'entreprise des Canadiens. Le Canada pourra ainsi aborder avec confiance le 21^{ème} siècle.